

COMPTE RENDU NON THÉMATIQUE



FERGUSON James, 2015, *Give a Man a Fish. Reflections on the New Politics of Distribution*. Durham, Londres, Duke University Press, 280 p., bibliogr., index (Luc Lelièvre)

De prime abord, *Give a Man a Fish...* semble un livre d'anthropologie politique traitant d'un (probable) changement de paradigme socioéconomique (p. 60) – au sein même du projet post-néolibéral (p. 62), soit notre époque du grand marché mondialisé – qui s'effectue depuis quelques temps en Afrique du Sud et ailleurs (très souvent dans des kleptocraties, voir p. 172), sur le continent africain et même au-delà (Brésil, Inde). Lorsque l'on effectue une recherche, même sommaire, sur l'anthropologue américain James Ferguson, on s'aperçoit que celui-ci s'intéresse nommément au développement international, dont il fait l'analyse et la critique depuis plusieurs décennies. En fait, l'ouvrage de Ferguson démolit l'axiome selon lequel venir en aide à quelqu'un le rendra à tout jamais dépendant de ladite aide (p. 19). À titre d'exemple, au Québec, le poète, chanteur et troubadour Félix Leclerc propagea ce préjugé passiste qui, de nos jours, ne tient plus la route : « De tuer un homme, c'est de le payer à ne rien faire. C'est de l'empêcher de travailler en lui donnant de l'argent ». Cela pourrait être considéré comme l'équivalent francophone de : « Give a Man a Fish ». Notre « idéologie du travail est fausse », dit Ferguson (p. 182), qui compare maintenant cette activité à une forme de dépendance (esclavage) vis-à-vis d'un employeur. On ne peut lui donner tout à fait tort : l'étymologie latine du verbe « travailler » signifie, tristement, « torturer ».

L'ouvrage de Ferguson insiste beaucoup sur la nécessité de nos jours d'un revenu universel garanti qui soit « libre de sanctions administratives » (p. 30), alors que le travail se fait rare et qu'une redistribution juste et équitable se fait tout aussi rare. Ainsi, le livre se divise en six chapitres (essais transformés en chapitres) auxquels s'adjoignent une table des matières, un avant-propos, une préface et une conclusion. On retrouve des notes de fin de document, ainsi qu'un lexique à la fin du volume. L'auteur recommande de consulter les chapitres 2 et 6, ainsi que la conclusion du livre qui sont, selon lui, les plus importants.

Ferguson passe en revue des incontournables de la recherche empirique, comme : Foucault (philosophie), Hayek et Friedman (économie), Mauss et Lévi-Strauss (anthropologie), Kropotkin (auteur anarcho-communiste, sur lequel Ferguson fonde en partie la thèse qu'il défend sur le cumul de la richesse d'un pays à partager, voir p. 188), et bien d'autres encore, dont l'incontournable Marx, tout au long de son ouvrage. Il explique fort bien la distinction entre un revenu garanti, qu'il considère comme un partage (p. 49) de la richesse d'un pays (plutôt qu'un « droit » par ailleurs fictif, p. 50), et une assistance sociale fournie par un État-providence (soit une réticente charité, p. 174, offerte par les soi-disant payeurs d'impôts, plutôt qu'un partage pur et simple de la richesse nationale), État providence doté d'un fabuleux appareil de surveillance qui s'accompagne d'une stigmatisation (p. 178) des individus qui bénéficient involontairement de l'assistanat qui en résulte, faussement qualifié de *farniente*. Pour Ferguson, il va de soi que la richesse d'un pays devrait être légitimement partagée, sans qu'il s'agisse d'un droit.

En guise de réflexion, le livre de Ferguson, qui date de 2015, rapporte certaines expériences d'aide aux démunis qui ont fort bien réussi au Brésil et en Inde. Hélas, les efforts pour aider ces gens semblent avoir été abandonnés depuis. Citons le Brésil où un gel de vingt ans des dépenses publiques vient d'être enchâssé dans la constitution du pays; en Inde, la démonétisation prive maintenant les destitués de ce beau et grand pays de participer, et ce, de manière efficace et décente, à leur économie locale. De plus, certains prétendent maintenant que la mise en place d'un revenu garanti (universel) serait un retour à une forme moderne de féodalité, et réduirait les populations concernées (si cette révolution socioéconomique se produisait) à une servitude certaine, par suite d'une dépendance totale vis-à-vis de l'État (p. ex., par une formidable surveillance biométrique [p. 84]!), bien que Ferguson nous rassure pleinement là-dessus, en affirmant tout le contraire (p. 86).

Pour finir, il s'agit d'un livre (savant, sans grand recours aux théories anthropologiques [p. 176] ou sociologiques) très facile à consulter et à comprendre pour qui connaît l'anglais, et qui offre des arguments fort convaincants pour une redistribution fondée sur le partage de la richesse, sans contrepartie (p. 51), à titre de membre/citoyen(ne) d'une société (humaine) (p. 183); cette redistribution ne serait désormais plus fonction d'un productivisme insatiable (p. 102).

*Luc Lelièvre
Sociologue
Poularies (Québec), Canada*